

**Nations unies - Moyen-Orient -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 18 octobre 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaite tout d'abord remercier Nikolay Mladenov pour sa présentation et son engagement quotidien, et lui renouveler le soutien de la France. Je souhaite également saluer l'initiative bolivienne d'avoir invité Hagai El-Ad, directeur de l'ONG israélienne B'tselem, qui accomplit un travail important dans des conditions difficiles. La politique constante de la France est de soutenir l'ouverture des travaux de ce Conseil aux voix de la société civile, qui doivent absolument être entendues dans le cadre du traitement des crises qui figurent à notre agenda.

Madame la Présidente,

Chaque jour qui passe conforte un triple constat tragique, que nous faisons régulièrement devant ce Conseil :

- premier constat, le faux statu quo que nous avons sous les yeux recouvre en réalité une dégradation quotidienne de la situation, liée notamment à la politique de colonisation;
- deuxième constat, cette situation peut dégénérer à tout moment en crise ouverte, comme nous le constatons depuis des mois à Gaza ; elle produit aussi son lot quotidien de violences, y compris celles qui ont récemment coûté la vie à deux Israéliens, que nous avons bien sûr condamnées ;
- troisième constat, lorsque la paix recule sur le terrain, elle recule également dans les esprits et dans les discours, alimentant un cercle vicieux particulièrement dangereux. Nous avons franchi le mois dernier la date anniversaire des 25 ans des accords d'Oslo, et près des trois quarts des Palestiniens jugent aujourd'hui, selon les enquêtes d'opinion, que leur situation s'est dégradée depuis leur signature. Aujourd'hui, seule une petite moitié de Palestiniens et d'Israéliens croit encore à la solution des deux Etats. Génération après génération, Palestiniens et Israéliens perdent l'espoir d'un règlement pacifique du conflit. Parce qu'elle ouvre toujours la porte au pire, cette désespérance est notre ennemi commun. C'est pourquoi il est si important que les autorités israéliennes comme les autorités palestiniennes veillent à préserver un espace pluraliste et ouvert au sein de leurs sociétés respectives. Il en va de l'avenir démocratique de ces sociétés comme de la possibilité d'un dialogue entre elles.

Madame la Présidente,

Le constat que nous faisons invariablement devant ce Conseil reste valable : il n'y pas d'alternative à la solution des deux Etats. S'il est indispensable de combler le vide politique actuel, un plan de paix qui s'affranchirait des paramètres internationalement agréés des deux Etats se condamnerait à l'échec.

Toute négociation devra s'inscrire dans ce cadre, qui lui-même repose sur le droit international et les résolutions pertinentes de ce Conseil, y compris la résolution 478 sur Jérusalem.

J'insisterai aujourd'hui sur deux points, tous deux dictés par l'urgence que nous constatons sur le terrain : la situation à Gaza, où nous sommes une nouvelle fois au bord du gouffre ; et la politique de colonisation israélienne qui menace, à travers le cas de Khan al-Ahmar, de porter atteinte de manière irréversible à la solution des deux Etats.

1. J'évoquerai tout d'abord la situation à Gaza.

Pour la deuxième fois depuis le début de l'été, la bande de Gaza est sur le point de basculer dans un nouveau conflit, comme elle en a connu trois au cours de la décennie écoulée. Dans ce contexte, la France appelle l'ensemble des acteurs à la retenue. Les tirs de roquettes qui ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi depuis Gaza vers Israël, dont l'un a touché une habitation à Beer Sheva, heureusement sans faire de victimes, sont un développement extrêmement préoccupant. Je veux le redire ici avec la plus grande clarté : la France condamne les tirs indiscriminés visant le territoire israélien, quels qu'en soient les auteurs, de même que nous condamnons l'usage d'engins incendiaires et la construction par le Hamas de tunnels offensifs, dont un nouveau a encore été démantelé au cours des derniers jours par les forces israéliennes.

Déjà, à la mi-août, le pire avait été évité grâce aux efforts de l'Egypte et aux démarches du coordinateur spécial. Aujourd'hui encore, nous saluons leur rôle en faveur d'une désescalade. Mais nous savons que si la situation actuelle perdure, une escalade de grande ampleur ne pourra être indéfiniment évitée. C'est alors la population de Gaza qui, une fois de plus, en paiera le prix. Nous devons donc tout faire pour l'empêcher. Il revient à ce Conseil de parler d'une voix forte pour prévenir l'escalade, en sortant d'un silence chaque jour plus assourdissant et plus incompréhensible aux yeux du monde.

Ces pics de tension s'inscrivent dans un contexte d'effondrement humanitaire et d'impasse politique dans la bande de Gaza. Depuis plus de six mois, les violences se succèdent à Gaza, sur fond de crise humanitaire d'une gravité sans précédent. Le bilan des manifestations qui se sont succédées et se poursuivent le long de la barrière de séparation est terrible : plus de 150 Palestiniens tués depuis le 30 mars dans le cadre de rassemblements nourris par le désespoir de la population. La France a condamné un usage disproportionné et indiscriminé de la force et appelé Israël à respecter le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement, ainsi que ses obligations de protection des civils dans le cadre du droit international humanitaire. Nous avons également dénoncé l'instrumentalisation des manifestations par le Hamas et d'autres groupes armés, et leur utilisation pour chercher à franchir la barrière de séparation, comme cela a semble-t-il été le cas lors des rassemblements de vendredi dernier.

Pour redonner espoir dans l'immédiat à la population de Gaza, nous devons répondre à l'urgence humanitaire. Les efforts du coordinateur spécial et de l'ensemble des agences des Nations unies visant à une amélioration rapide de la situation humanitaire contribuent de manière significative à cette réponse. Tous les acteurs doivent coordonner leurs efforts en ce sens. A terme, seule une levée du blocus, assortie des garanties de sécurité nécessaires pour Israël, permettra de répondre aux besoins de la population. Parallèlement, le rôle de l'UNRWA reste indispensable, notamment à Gaza dont la population est composée aux deux tiers de réfugiés. La mobilisation internationale qui a permis de réunir 120 millions de dollars supplémentaires en faveur de l'UNRWA, en marge de l'AGNU, doit se poursuivre. La France y a pris toute sa part et entend continuer à le faire, en doublant sa contribution à l'agence pour l'année 2019. L'enjeu est décisif, pour les populations concernées d'abord mais aussi pour la stabilité régionale. Les tensions depuis la rentrée, notamment à Gaza et au Liban, nous le rappellent.

Enfin, il ne saurait y avoir de réponse humanitaire durable à la crise que connaît Gaza sans une solution politique, qui passe par le retour complet de l'Autorité palestinienne dans ce territoire. Gaza n'est pas un territoire hors sol et ne saurait être dissociée de la question de l'Etat palestinien dans le cadre de la solution des deux Etats. Nous appelons l'ensemble des parties à poursuivre le dialogue dans le cadre des efforts en cours de l'Égypte, que nous saluons, pour relancer le processus de réconciliation inter-palestinien dans le cadre de l'accord conclu au Caire il y a un an.

Madame la Présidente,

2. La gravité de la situation à Gaza ne doit pas faire oublier celle de la Cisjordanie et de Jérusalem, où les avancées critiques de la colonisation sont en train de créer sous nos yeux une situation irréversible. Nous sommes proches du point de non-retour et, si l'on n'y prend garde, la solution des deux Etats risque de se dissiper sous nos yeux comme un mirage dans le désert. La position de la France est claire et constante : la colonisation est illégale en droit international, et elle est contre-productive parce qu'elle détruit la confiance entre les parties et accroît les tensions sur le terrain. Elle s'accompagne d'un développement préoccupant de la violence, y compris de la part de certains colons radicaux. Nous avons demandé que toute la lumière soit faite sur la mort d'une femme palestinienne la semaine dernière à proximité de Naplouse, que nous avons condamnée.

Je me concentrerai aujourd'hui sur le cas de Khan al-Ahmar, que l'ensemble de la communauté internationale a identifié de longue date comme une ligne rouge.

Depuis le 12 septembre, la décision de procéder à la démolition de ce village appartient au gouvernement israélien. Cette décision peut être mise en oeuvre à tout moment. La France, en lien avec ses principaux partenaires, a exprimé sa très vive préoccupation à ce sujet et appelle solennellement les autorités israéliennes à ne pas procéder à cette démolition.

La démolition de ce village bédouin, qui s'accompagnerait du déplacement forcé de ses habitants, serait contraire au droit international humanitaire, notamment la IVème Convention

de Genève, ainsi qu'aux résolutions de ce Conseil. Je relève que plusieurs structures ayant bénéficié de financements européens, dont une école, sont directement visées.

Outre ses conséquences humanitaires, cette démolition aurait des effets potentiellement irréversibles sur le plan politique. Elle ouvrirait la voie à la colonisation de la zone dite E1, qui est, comme chacun sait, d'importance stratégique pour la solution des deux Etats. Elle aurait pour effet de séparer le nord et le sud de la Cisjordanie et d'isoler Jérusalem-Est du reste des territoires palestiniens. En détruisant la continuité des territoires palestiniens, elle rendrait impossible la solution des deux Etats, au profit d'une stratégie d'annexion de fait de la Cisjordanie par Israël. Ce serait prendre une lourde responsabilité, au regard de l'histoire et vis-à-vis des deux peuples.

Madame la Présidente,

La France est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens. Elle n'a d'autre intérêt que la paix dans la région et la possibilité pour les populations concernées de vivre en sécurité et dans la dignité. Nous le savons tous, les destins des Israéliens et des Palestiniens sont liés : aucun des deux peuples ne réalisera durablement ses aspirations nationales aux dépens de l'autre.

Je l'ai dit, il n'y a pas d'autre solution que celle des deux Etats, mais il n'y aura pas de solution des deux Etats sans accord entre les parties sur Jérusalem, et pas d'accord possible sur Jérusalem hors des paramètres internationalement reconnus. Ces paramètres ne sont pas des options ou un menu dans lequel nous aurions à choisir, ils sont le socle de tout plan de paix, de toute négociation à venir. S'affranchir de ce cadre, c'est alimenter les tensions et les violences en raison de la dimension symbolique, historique et religieuse de Jérusalem, tant pour les Palestiniens que pour les Israéliens. C'est ouvrir aussi un espace dans lequel chercheront à s'engouffrer tous les radicaux de la région qui ont intérêt à ce que ce conflit politique devienne un conflit religieux.

Face à ce risque nous avons une responsabilité collective au sein de ce Conseil à agir dans le cadre des paramètres que nous avons définis ensemble et qui ont été rappelés par la résolution 2334 adoptée il y a bientôt deux ans. La France continuera à ne ménager aucun effort en ce sens.

Je vous remercie./.